

ALLONDRELLE-LA-MALMAISON

La supérette Les Epi'disent ferme : « Tristesse et dégoût »

Même pas un an après son ouverture, la supérette Les Epi'disent, installée à Allondrelle-la-Malmaison, a fermé ses portes. Murielle Bous, la gérante, est « triste et dégoûtée ». En cause, selon elle, « les clients qui n'ont pas tenu leurs engagements » ou « les grandes surfaces ».

« J'ai ouvert le 8 juin 2021, et je ne tiendrai même pas un an. Je dois fermer. » L'état d'esprit de Murielle Bous, gérante de la supérette Les Epi'disent (installée au 22, rue du Château-d'Eau à Allondrelle-la-Malmaison), oscille entre « dégoût et tristesse. Il va me falloir rembourser l'emprunt [5 000 €] avant de pouvoir repartir de ma nouvelle vie professionnelle. » Pourtant, tout avait bien commencé pour celle qui avait depuis longtemps le rêve de se lancer dans une telle aventure axée sur la vente de produits locaux et le retour du lien social dans un village.

« J'ai suivi les formations nécessaires et même réalisé une étude de marché. J'étais persuadée qu'avec la pandémie et les confinements, les gens se tourneraient vers les circuits courts et les petits producteurs. Et les 1108 réponses

des sept communes alentour que j'ai reçues allaient dans ce sens. Beaucoup de personnes m'ont affirmé qu'elles viendraient faire leurs courses chez moi. Je me suis donc lancée sans l'ombre d'un doute, en calculant mon chiffre d'affaires sur le panier moyen en lien avec ces retours. »

Sauf que les promesses n'ont pas été tenues. « La plupart de ces potentiels clients ne sont pas venus. Et quand je leur demandais pourquoi, ils me répondaient : On va au supermarché parce qu'on n'a pas le temps et que c'est plus rentable. En dehors de la municipalité de Montigny-sur-Chiers, de l'agence Longuyon immobilier et de quelques familles d'Allondrelle sans forcément beaucoup de moyens, que je remercie, peu de gens ont respecté leurs engagements et m'ont fait travailler. »

Les grandes surfaces pointées du doigt

L'ancienne responsable des achats à l'entreprise BTM de Cosnes-et-Romain détaille les autres difficultés auxquelles elle a dû faire face. « Il me fallait entre 1 000 € et 1 500 € par mois avant de commencer. Il y a eu l'augmentation incroyable du prix du gaz et de l'électricité. On est passé de

200 € à 360 € par mois, plus 200 € de gaz. J'ai subi ça, mais les clients aussi. Ces derniers devaient donc faire encore plus attention à leur budget. Ils mangent donc des aliments de moins bonne qualité achetés dans les supermarchés, et ça risque d'empirer. »

La maman de deux enfants pointe également du doigt l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (Urssaf). « Ils ne font pas de cadeau. Ils prennent invariablement sur ton compte, sans te demander ton avis. Les charges sont très élevées. »

Et je n'ai bénéficié d'aucune aide de l'État en tant que petit patron. Il me fallait aussi bosser quinze heures par jour. Je ne suis pas la seule à fermer, puisque, dans le Réseau paysan de la province du Luxembourg, auquel j'étais abonnée, une quinzaine de commerçants vont mettre la clé sous la porte. »

Derrière ce désastre économique plane aussi, d'après Murielle Bous, « les grandes surfaces. Elles étouffent tout, car elles peuvent compresser les prix et pratiquer des tarifs grâce aux grosses commandes. Et ce sont les petits commerces qui trinquent. »

Sébastien BONETTI



Les obstacles étaient trop nombreux sur la route de Murielle Bous, contrainte de fermer la supérette Les Epi'disent. Photo RL

« Pousser les gens à s'impliquer »

Hélène Yildiz est chercheuse à l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Longwy. Depuis de nombreuses années, elle travaille (notamment) sur la disparition des petits commerces ou encore la désertification des centres-villes. Elle n'est donc pas surprise de ce qui arrive à nombre de petits commerces du bassin de Longwy-Longuyon-Villefrupt.

Que pensez-vous de la fermeture de L'Epi'disent et d'autres petites épiceries ?

Hélène YILDIZ, chercheuse : « L'un des facteurs qui font qu'une enseigne peut résister est l'engagement des habitants. C'est quelque chose qu'on constate beaucoup en Belgique, et notamment dans les territoires reculés des Ardennes. Les résidents font tout pour préserver leurs commerces. De l'autre côté de la frontière, en France, c'est très compliqué. Le secteur est réputé pour être une cité-dortoir. Le taux d'implication des habitants y est très faible. Ces derniers ne sont pas attachés à la vie culturelle, sociale ou économique d'ici. »

Ils travaillent au Luxembourg et consomment là-bas. Les études le montrent. »



Hélène Yildiz, maître de conférences à l'IUT de Longwy, travaille notamment sur les causes des fermetures des petits commerces. Photo RL/Sébastien BONETTI

Quels sont les autres freins ?

« Il y a les grandes surfaces bien sûr, et ces zones commerciales qui continuent à être développées par les élus locaux, malgré les dégâts qu'elles peuvent provoquer. Il faut aussi citer le monde digitalisé, avec l'augmentation des achats sur Internet. Mais on sent tout de même une forme de prise de conscience chez les gens, liée notamment aux bouleversements climatiques. Mais cette prise de conscience doit être accompagnée par les politiques, locaux par exemple. »

Que peuvent-ils faire ?

« Les municipalités doivent tout faire pour faire sortir les personnes de chez elles, les motiver à participer, créer des événements, du lien social. Il ne faut pas leur proposer que du loisir : il faut les impliquer dans la vie des communes, au niveau des décisions, etc. Ce sont ces moments qui permettront aux gens de casser le rythme métro-boulot-dodo. Le développement du télétravail en France peut changer les choses dans le bon sens. »

Propos recueillis par Sébastien BONETTI